



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 55.926/4
du 29 avril 2014

advies 55.926/4
van 29 april 2014

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'relatif aux
modalités d'exécution de
l'article 22, § 1^{er}, 11° de
l'ordonnance du 16 juillet 1998
relative à l'octroi de subsides
destinés à encourager la réalisation
d'investissements d'intérêt public
modifié par l'ordonnance instituant
un cadre en matière de
planification de la mobilité et
modifiant diverses dispositions
ayant un impact en matière de
mobilité du 26 juillet 2013'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'betreffende de
uitvoeringsmodaliteiten van
artikel 22, § 1, 11° van de
ordonnantie van 16 juli 1998
betreffende de toekenning van
subsidiën om investeringen van
openbaar nut aan te moedigen
gewijzigd door de ordonnantie tot
vaststelling van een kader inzake
mobiliteitsplanning en tot
wijziging van sommige bepalingen
die een impact hebben op het vlak
van mobiliteit van 26 juli 2013'

Le 1^{er} avril 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports, de l'Informatique régionale et communale et du Port de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif aux modalités d'exécution de l'article 22, § 1^{er}, 11° de l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public modifié par l'ordonnance instituant un cadre en matière de planification de la mobilité et modifiant diverses dispositions ayant un impact en matière de mobilité du 26 juillet 2013'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 29 avril 2014. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Wanda VOGEL, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 29 avril 2014.

*

Op 1 april 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, belast met Openbare Werken, Vervoer, Gewestelijke en gemeentelijke informatica en de Haven van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'betreffende de uitvoeringsmodaliteiten van artikel 22, § 1, 11° van de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen gewijzigd door de ordonnantie tot vaststelling van een kader inzake mobiliteitsplanning en tot wijziging van sommige bepalingen die een impact hebben op het vlak van mobiliteit van 26 juli 2013'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 29 april 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Wanda VOGEL, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 29 april 2014.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

INTITULÉ

L'intitulé du projet serait plus lisible s'il était rédigé comme suit :

« Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles–Capitale exécutant l'article 22, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 11°, de l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public ».

PRÉAMBULE

1. Le projet trouve son fondement juridique dans l'article 22, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 11°, de l'ordonnance du 16 juillet 1998 'relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public.'

L'alinéa 1^{er} sera rédigé comme suit :

« Vu l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public, l'article 22, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 11°, inséré par l'ordonnance du 26 juillet 2013 ; » ¹.

L'alinéa 2 sera omis.

2. L'arrêté en projet ne devant pas être formellement motivé, il est préférable d'omettre les considérants figurant au préambule ².

3. L'avis du Conseil d'État sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis 55.926/4 du Conseil d'État, donné le 29 avril 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 » ³.

¹ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 27 et formule F 3-2-2.

² *Ibid.*, recommandations n°s 38 et sv.

³ *Ibid.*, recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2, par analogie.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Aux 2° et 3°, il y a chaque fois lieu d'écrire « à l'article 22, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 11° ».
2. La notion d'« ordonnance » au sens de l'arrêté en projet étant définie à l'article 1^{er}, 1°, les mots « du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public », figurant aux 2° et 3° de la même disposition, sont inutiles et seront chaque fois omis.

Article 2

1. À l'article 2, § 3, il n'est pas clair si les mots « pour lequel la date de l'envoi compte » se rapportent à la fois au courrier ordinaire et au courrier électronique ou seulement au dernier de ceux-ci. La disposition sera clarifiée sur ce point.

La même observation vaut pour les paragraphes 5 et 7 du même article.

De plus, il serait préférable de prévoir chaque fois que c'est la date de la réception et non de l'envoi qui compte, la date ainsi définie faisant courir un délai dans le cadre du paragraphe 5.

2. Aux termes de l'article 22, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 11°, de l'ordonnance du 16 juillet 1998, l'administration de l'équipement et déplacements analyse la conformité de la demande avec le plan régional de mobilité.

L'article 2, § 4, du projet, est dépourvu de base légale en ce qu'il prescrit également une analyse de la conformité de la demande avec le plan communal de mobilité.

Au paragraphe 4, les mots « et le Plan communal de » seront dès lors omis.

3. Le paragraphe 6 serait mieux rédigé comme suit :

« Il est passé outre à l'absence d'avis notifié au collège des bourgmestre et échevins dans le délai prévu au paragraphe 5 ».

4. Dans la première phrase du paragraphe 7, il est suggéré d'insérer les mots « de l'avis » après les mots « en se basant sur la motivation ».

De plus, il convient de prévoir, dans la dernière phrase de ce paragraphe, que l'avis définitif est également notifié au collège des bourgmestre et échevins.

Articles 3 et 4

1. L'ordre des articles 3 et 4 sera inversé ⁴.
2. Il doit y avoir une correspondance entre les personnes qui proposent et contresignent le projet, et celles qui sont chargées de son exécution ⁵.
L'article 3, devenant l'article 4, sera revu à la lumière de cette disposition ⁶.
3. À l'article 4, devenant l'article 3, il y a lieu d'écrire « 1^{er} » et non « 1^{ier} » ⁷.

ANNEXE

1. Dans l'intitulé, il n'y a pas lieu de reproduire l'intitulé de l'arrêté en projet ⁸.
2. Sous l'annexe, il y a lieu de mentionner les mots « Vu pour être annexé à l'arrêté (date et intitulé de l'arrêté projeté) », suivis des mêmes signatures que celles figurant sous l'arrêté auquel l'annexe est jointe ⁹.

OBSERVATION FINALE

Le projet abuse de majuscules ¹⁰.

*

⁴ *Ibid.*, recommandation n° 168.

⁵ *Ibid.*, recommandation n° 166.

⁶ Quant à la rédaction de l'article exécutoire, voir *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », formules F 4-7-1 et F 4-7-2.

⁷ *Ibid.*, recommandations n°s 52, a), 64 et 69, par analogie.

⁸ *Ibid.*, recommandation n° 172, a).

⁹ *Ibid.*, recommandation n° 172, e) et formule F 4-8-2.

¹⁰ *Ibid.*, recommandation n° 6.5.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

OPSCHRIFT

Het opschrift van het ontwerp zou leesbaarder zijn indien het gesteld zou zijn als volgt:

“Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot uitvoering van artikel 22, § 1, eerste lid, 11°, van de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen”.

AANHEF

1. Het ontwerp ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 22, § 1, eerste lid, 11°, van de ordonnantie van 16 juli 1998 ‘betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen’.

Het eerste lid moet worden geredigeerd als volgt:

“Gelet op de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen, artikel 22, § 1, eerste lid, 11°, ingevoegd bij de ordonnantie van 26 juli 2013;”¹

Het tweede lid moet worden weggelaten.

2. Aangezien het ontworpen besluit niet van een uitdrukkelijke motivering voorzien hoeft te worden, worden de overwegingen van de aanhef beter weggelaten.²

3. Naar het advies van de Raad van State moet worden verwezen als volgt:

“Gelet op advies 55.926/4 van de Raad van State, gegeven op 29 april 2014 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973”.³

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 27 en formule F 3-2-2.

² *Ibid.*, aanbevelingen 38 e.v.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. In de bepalingen onder 2° en 3° moet telkens “in artikel 22, § 1, eerste lid, 11°” worden geschreven.
2. Aangezien het begrip “ordonnantie” in de zin van het ontworpen besluit in artikel 1, 1°, wordt gedefinieerd, zijn de woorden “van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen”, in de bepalingen onder 2° en 3° van dezelfde bepaling, nutteloos; ze moeten telkens worden weggelaten.

Artikel 2

1. Wat artikel 2, § 3, betreft, is het niet duidelijk of de woorden “waarbij de datum van de verzending geldt” zowel op de gewone als op de elektronische post betrekking hebben, dan wel enkel op de elektronische post. De bepaling moet op dit punt duidelijker worden geredigeerd.

Dezelfde opmerking geldt voor de paragrafen 5 en 7 van hetzelfde artikel.

Bovendien is het beter telkens te schrijven dat de datum van de ontvangst in aanmerking wordt genomen, en niet de datum van de verzending, daar de aldus omschreven datum een termijn doet ingaan in het kader van paragraaf 5.

2. Luidens artikel 22, § 1, eerste lid, 11°, van de ordonnantie van 16 juli 1998 analyseert het Bestuur Uitrusting en Vervoer of de aanvraag in overeenstemming is met het gewestelijk mobiliteitsplan.

In zoverre artikel 2, § 4, van het ontwerp voorschrijft dat ook de overeenstemming van de aanvraag met het gemeentelijk mobiliteitsplan wordt geanalyseerd, mist het rechtsgrond.

In paragraaf 4 moeten de woorden “en het Gemeentelijk” dus worden weggelaten.

3. Paragraaf 6 zou beter als volgt worden geredigeerd:

“Een advies dat niet binnen de in paragraaf 5 bepaalde termijn ter kennis van het college van burgemeester en schepenen is gebracht, wordt niet in aanmerking genomen”.

4. Er wordt in overweging gegeven in de eerste zin van paragraaf 7 de woorden “van het advies” in te voegen na de woorden “zich baserend op de motivatie”.

³ *Ibid.*, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2, bij analogie.

In de laatste zin van die paragraaf moet bovendien worden bepaald dat het definitieve advies eveneens ter kennis wordt gebracht van het college van burgemeester en schepenen.

Artikelen 3 en 4

1. De volgorde van de artikelen 3 en 4 moet worden omgekeerd.⁴
2. Er moet overeenstemming bestaan tussen de vermelding van de personen die het ontwerp voordragen en medeondertekenen, en de vermelding van de personen die belast zijn met de uitvoering ervan.⁵

Artikel 3, dat artikel 4 wordt, moet in het licht van deze opmerking worden herzien.⁶

3. In artikel 4, dat artikel 3 wordt, schrijve men in de Franse tekst “1^{er}” in plaats van “1^{ier}”.⁷

BIJLAGE

1. In het opschrift behoort het opschrift van het ontworpen besluit niet te worden overgenomen.⁸
2. Onderaan de bijlage moeten de woorden “Gezien om gevoegd te worden bij het besluit (datum en opschrift van het ontworpen besluit)” worden geschreven, gevolgd door dezelfde handtekeningen als die welke onder het besluit zelf staan.⁹

⁴ *Ibid.*, aanbeveling 168.

⁵ *Ibid.*, aanbeveling 166.

⁶ Zie voor de redactie van de uitvoeringsbepaling *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, formules F 4-7-1 en F 4-7-2.

⁷ *Ibid.*, aanbevelingen 52, a), 64 en 69, bij analogie.

⁸ *Ibid.*, aanbeveling 172, a).

⁹ *Ibid.*, aanbeveling 172, e), en formule F 4-8-2.

SLOTOPMERKING

Er worden in het besluit te veel hoofdletters gebruikt.¹⁰

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

¹⁰ *Ibid.*, aanbeveling 6.5.